

choses aux mesures qui encouragent les grandes sociétés à investir dans des biens d'équipement parce qu'elles sont de nature à réduire l'emploi. Quand l'activité économique ralentit, il ne se fait pas d'investissement de ce genre de toute façon. C'est manquer de perspicacité que d'accorder des dégrèvements à ces sociétés.

Le ministre des Finances a raté là de belles occasions. Je voudrais en lier deux d'une manière qui est peut-être un peu originale. Les gains de loteries échappent au fisc dans notre pays. On estime que l'imposition des lots pourrait valoir à l'État entre 500 millions et 600 millions de dollars. Il se pourrait même qu'on en tire plus d'argent que n'en rapporte actuellement la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers. Rien de tel n'a été proposé.

Les indemnités reçues de l'assurance demeurent imposables. Lorsqu'ils devront prendre des décisions sur les demandes de règlements d'assurance-responsabilité, les juges devront tenir compte des pertes dues à l'impôt pour s'assurer que les personnes recevant des indemnités à la suite d'un accident aient un revenu décent. Les juges devront forcer les sommes et accorder des milliards de dollars. On aurait certainement pu envisager d'exonérer de l'impôt les indemnités reçues d'une compagnie d'assurance, car les cas sont relativement rares dans notre pays, et imposer les sommes gagnées aux loteries, car c'est uniquement une question de chance. Tous les Canadiens en auraient profité. Il aurait peut-être été possible de ne pas devoir imposer une surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers et il aurait certainement été possible de faire régner une certaine stabilité dans le secteur des assurances où la situation est extrêmement délicate depuis quelques semaines. Voilà une idée nouvelle que l'on aurait pu appliquer à ce budget. On n'y trouve rien de ce genre, bien sûr.

Le budget ne fait que perpétuer des principes qui remontent au début des années 70. Il s'agit en fait d'un budget libéral-conservateur. C'est un budget comme les ministres des Finances libéraux en ont présenté plusieurs, notamment pendant la période d'austérité. Il est peut-être plus strict sur le plan fiscal. Mes collègues conservateurs rétorqueraient sans doute que l'impôt sur les revenus pétroliers et gaziers est un bel exemple d'analogie avec un budget libéral, rien que pour souligner le fait qu'il n'y a pas beaucoup de différence entre les ministres des Finances libéraux et conservateurs.

Quelle est la conséquence des régimes fiscaux que nous connaissons depuis 13 ou 14 ans? Le ministre des Finances est notamment obsédé par la dette nationale qui approche des 225 milliards. Si le vérificateur général a raison de dire que les dépenses fiscales oscillent à l'heure actuelle entre 30 et 50 milliards par an, et ce sont en grande partie les sociétés qui en profitent, les Canadiens ont par conséquent un fardeau fiscal de plus de 200 milliards qui correspond aux sommes données aux grandes sociétés, aux gestionnaires, aux actionnaires et ainsi de suite, depuis douze ans.

Quelle est la conséquence de cette situation? Durant l'exercice budgétaire actuel, le gouvernement espère faire des recettes budgétaires de plus de 70 milliards, dont 37 milliards proviendront de l'impôt sur le revenu des particuliers. Si l'intérêt sur la dette nationale s'élève à 27 milliards l'année prochaine, les trois quarts de l'argent que les Canadiens paient sous forme

d'impôts serviront à le rembourser. Si les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé ont financé l'entreprise privée avec l'argent des contribuables à raison de 225 milliards, ce qui représente des intérêts de 27 milliards pour l'année prochaine, les trois-quarts de l'argent que nous versons tous au Trésor public se retrouvera dans les poches de ceux qui détiennent des titres du gouvernement. Nous allons devoir payer de plus en plus d'impôts pour remettre à ceux qui, au cours de ces 12 dernières années, ont eu assez d'argent pour acheter ces titres.

Tel a été le résultat des budgets libéraux et conservateurs. Les Canadiens ont été bernés de façon incroyable. Les grandes entreprises se sont enrichies de façon sidérante. C'est nous qui réalisons les institutions financières qui détiennent une grande partie de ces titres. S'il ne s'agit pas d'établissement financiers, ce sont en tout cas des Canadiens prospères qui ont de l'argent pour investir dans ces valeurs. Ils récupèrent une partie de leur argent s'ils paient des impôts. Voilà le résultat des budgets de ces 12 dernières années.

● (1540)

Le ministre des Finances en a-t-il tenu compte? A-t-il compris que nous avions désespérément besoin d'une véritable réforme fiscale s'attaquant aux dépenses? Il faudrait supprimer toutes celles qui ne créent pas d'emploi afin d'éliminer le spectre du chômage. Cela a-t-il été fait? Non. Le ministre des Finances, qui demeure obsédé par la dette, ne tient pas compte de la façon dont celle-ci s'est accumulée et est prêt à continuer à surcharger d'impôt les Canadiens. Les Canadiens moyens n'appuieront pas le parti conservateur. Si j'arrivais à me faire entendre, ils n'iraient pas croire les libéraux qui prétendent pouvoir faire mieux étant donné qu'ils en sont en grande partie responsables de cette situation.

Le ministre des Finances a, lui aussi, accru la complexité d'une fiscalité pratiquement incompréhensible, comme chacun sait. Un conservateur de l'arrière-ban m'a dit, pas plus tard qu'hier, après la présentation du budget, que mon collègue le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) était sur la bonne voie, peut-être pas en ce qui concerne l'équité, mais pour ce qui est de simplifier la fiscalité. Le ministre des Finances n'a pas l'intention de le faire.

Chers collègues conservateurs, pensez-vous que les Canadiens vous appuieront quand vous leur présenterez ce canular? Les contribuables vont se révolter. Au cours de la campagne électorale de 1984, je me suis rendu compte que les néo-démocrates pouvaient favoriser cette prise de conscience. Je veillerai à faire ma part pour que les Canadiens sachent que comme les libéraux, vous donnez l'argent qu'ils ont durement gagné à ceux qui contrôlent les grosses entreprises, les sept familles et groupes qui dominent notre économie. Je veux qu'ils le sachent. Lorsqu'ils auront compris, il y aura une véritable révolution politique qui vous étonnera. Je m'en réjouirai énormément de même que mes électeurs de Thunder Bay-Nipigon qui souhaitent désespérément trouver les emplois que le gouvernement leur a promis pour pouvoir mener une vie décente et prospère. Les conservateurs ne vont pas le faire. En fait, le ministre des Finances a laissé entendre qu'il voulait ramener les dépenses à leur niveau du début des années 60. Il pense trop en économiste, sans voir le temps qui passe, pour se souvenir du début des années 60. Bien des Canadiens n'ont pas oublié la dépression de l'époque Diefenbaker. S'il veut nous ramener en